

BRIANÇON, FRONTIÈRE MEURTRIÈRE

Briançon est une ville de passage historique, à 2h à l'est de Grenoble. Elle est située sur la route de ceux et celles qui fuient l'Italie, ses violences et son mauvais accueil.

Dans la neige ou les cailloux, les personnes exilées déjà épuisées se cachent de la Police Aux Frontières, des gendarmes mobiles, chasseurs alpins et sentinelles.

YOUPI UN SQUAT OUVERT À CAEN !

L'AG de Lutte Contre Toutes les Expulsions de Caen a ouvert un immense bâtiment le 28 avril. Une partie est habitée par des personnes exilé.e.s et une autre est réservée pour créer un espace de convergence des luttes.

Plus d'infos sur :
agcontrelesexpulsions.wordpress.com

Avec leurs mitraillettes, lunettes de vision nocturne, quads, motoneiges et fusées éclairantes, ils traquent sans relâche les personnes exilées jusqu'à Briançon.

Lorsqu'elles sont arrêtées, elles sont refoulées vers l'Italie. Ces traques entraînent régulièrement blessés et morts (3 personnes ont été retrouvées mortes en mai, les causes de la mort dissimulées par la police).

L'augmentation de la violence envers les exilées entraîne d'importantes réactions de solidarité dans ces régions où la montagne tue régulièrement. En organisant des manifs pour passer la frontière collectivement et dénoncer sa fermeture; en occupant une salle paroissiale de Clavière juste avant la frontière coté italien pour permettre aux exilé.e.s de se reposer avant de marcher vers Briançon : "un espace de solidarité et d'autogestion avant la traque puis la galère administrative de l'asile".

Par ailleurs, la lutte contre les racistes s'organise : identifier les plaques des voitures des fascistes qui traquent les personnes exilées, observer les déplacements militaires, empêcher les rassemblements des fascistes identitaires...

Pendant ce temps, l'état qui prétend regarder ailleurs collabore avec eux :

A la suite du rassemblement fasciste identitaire qui a eu lieu au col de l'échelle les 21 et 22 avril, G. Collomb a déclaré : « *Tomber dans le panneau de ces gesticulations, c'est faire une publicité à une force qui n'en est pas une* ». Face aux fascistes, les propos du gouvernement sont limpides : l'ignorance et le laisser faire.

Le même week-end, a eu lieu une manifestation antifasciste en contestation à l'action des identitaires. 3 personnes ont été arrêtées pour « aide directe ou indirecte » au passage de frontières. L'état prétend mettre dans le même sac extrême droite et extrême gauche, et pourtant c'est la solidarité qu'il réprime ! Il renforce dans le même temps le dispositif policier aux frontières suivant ainsi les revendications de l'extrême droite ! Sur le terrain, la coalition gouvernement - extrême droite semble elle, aller encore plus loin ces dernières semaines : certains groupes fascistes toujours présent à la frontière se vantent de « *raccompagner au poste de police des personnes exilées* »...

Localement, la situation et l'ambiance devient donc de plus en plus difficile pour les exilé.e.s et pour ceux et celles qui souhaitent accueillir au mieux ces personnes de passage. Mais même si l'état passe de l'énergie à entraver toute initiative collective de solidarité (coupure des subventions de la MJC, expulsions des occupations, pressions policières), la scène locale associative et alternative continue de lutter et d'ouvrir ses portes !



LA SOLIDARITÉ NE S'ARRÊTE PAS !



Mur - MURES

aux frontières

journal mural contre les frontières et la politique de la peur

Juin
2018

LABORATOIRE DE L'ANTI-DROIT D'ASILE

Le décret Guyane menace l'accès au statut de réfugié. Il vise à réduire le nombre de demandeurs d'asile haïtiens en Guyane en resserrant les délais de dépôts et de traitement des dossiers à Cayenne. Cette expérimentation prévue pour 18 mois peut être arrêtée ou prorogée d'un an avant que ne soit décidé une éventuelle généralisation.

Lorsqu'une personne arrive sur le territoire français, en métropole, elle disposait auparavant de 120 jours pour effectuer sa pré-demande d'asile, en préfecture. Désormais, elle n'en possède plus que 90. Et en Guyane, 60 jours.

Avec le décret Guyane, l'exilé.e.s dispose d'un délai de 7 jours pour introduire sa demande d'asile complète auprès de l'Office français de protection des réfugiés et des apatrides (contre 21 auparavant).

LES
FRONTIÈRES
ON S'EN FOUT!

ENFERMEMENT DES PERSONNES DUBLINÉES

Le règlement Dublin 3 oblige à demander l'asile dans le pays d'entrée en Europe et permet d'expulser une personne vers un pays européen qu'elle a traversé.

Une nouvelle loi permet d'enfermer des personnes en centre de rétention quand elles sont concernées par Dublin 3, même si elles ne sont pas visées par une "mesure d'éloignement".

De plus, le délai de recours contre l'expulsion a été réduit de moitié, le rendant plus difficile.

En même temps, l'administration de l'Isère utilise des vols privés à l'aéroport de St-Geoirs pour expulser des personnes dublinées, sans aucun moyen de faire un recours.

**CONTRE L'ENFERMEMENT ET LES
EXPULSIONS, RESISTANCE!**
plus d'infos sur lacimade.org

L'UE CONTINUE DE COLLABORER AVEC DES DICTATURES

En décembre dernier l'Union Européenne a négocié un nouvel accord avec l'Ethiopie qui lui permet les expulsions des ressortissants éthiopiens. Le Parlement européen n'en a pas été informé et les médias n'ont jamais relayé l'information.

En mars, la Suisse a annoncé que l'accord entre l'UE et l'Ethiopie s'appliquera également à la Suisse en temps que membre de l'espace schengen.

L'accord prévoit une étroite collaboration entre les autorités migratoires européennes et les services secrets éthiopiens (NISS), connus pour violer les droits humains et persécuter les opposants au régime (d'après Amnesty International et Human Rights Watch). L'accord prévoit que pour expulser une personne éthiopienne, les autorités européennes devront envoyer les données en leur possession aux services secrets éthiopiens ! Il sera même possible de faire venir un fonctionnaire du NISS directement d'Ethiopie pour des entretiens !

L'Ethiopie mène des activités d'espionnage d'envergure et pourra obtenir des informations sur les activités politiques de ses opposants en exil.

Le même type d'accord a été passé avec le Soudan et plusieurs Soudanais expulsés de France ces derniers mois ont été torturés à leur arrivée par des agents des services de renseignements « à coups de tuyaux en fer et d'électrochocs ».

La France mène des guerres partout dans le monde au prétexte de faire régner les "droits de l'homme" mais livre des gens à la répression et à la torture!

Mais bon, ce qui compte avant tout c'est que l'Europe garde une bonne image et que tout cela ne s'ébruite pas trop... Et surtout de cacher la répression et les violences commises ici!

Ce journal mural est réalisé à Grenoble. Il paraît de temps en temps pour diffuser des infos, actualités et analyses sur ce qu'il se passe aux frontières de l'Europe : une véritable guerre, avec son armée (Frontex) et ses relais médiatiques. Ces frontières sont diffuses, leur présence est partout à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne, à travers les contrôles, les rafles, le harcèlement et l'humiliation systématique des exilées. Ce journal défend la liberté d'installation et de circulation pour toutes et tous, veut contribuer à lutter contre le racisme et les nouvelles formes du colonialisme, contre les frontières et les injustices sociales, et contre la politique de la peur.